

# LES TRANSFERTS D'ESPÈCES DANS DES CONTEXTES D'INFLATION ET DE DÉPRÉCIATION MONÉTAIRE ÉLEVÉES :

## Difficultés, Dilemmes et Solutions



Dans ce rapport, nous traitons des principales problématiques et des approches proposées issues des consultations menées avec de nombreuses parties prenantes en Afrique et dans d'autres pays, sur les mesures nécessaires à la mise en œuvre efficace des transferts d'espèces dans les contextes d'inflation et de dépréciation monétaire élevées. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui nous ont fait part de leur point de vue lors des entretiens avec les informateurs/trices clés et les ateliers menés avec les groupes de travail sur les transferts d'espèces du Zimbabwe, du Soudan du Sud, du Malawi, du Nigeria et du Burkina Faso, ainsi qu'au niveau global.

Sapenzie Ojiambo (CALP Network) et Vicente Palacios (Neviro) ont rédigé ce rapport.

**Image de couverture :** Maimuna Bello, veuve et mère de 10 enfants, achète des produits alimentaires sur le marché de Yankaba à Kano, au Nigeria. De nombreuses personnes au Nigéria luttent pour subvenir aux besoins de leurs familles en raison de l'escalade rapide des prix des denrées alimentaires. Adetona Omokanye/PAM. Avril 2021

## INTRODUCTION

Les transferts d'espèces constituent une réponse efficace, car ils permettent aux bénéficiaires de faire des choix. Dans la plupart des scénarios, ils offrent le meilleur rapport coût/résultat et constituent un moyen relativement rapide et efficace de sauver des vies, de soulager la souffrance et de préserver la dignité dans les contextes humanitaires. Alors que l'inflation mondiale<sup>1</sup> touche encore et surtout les populations les plus vulnérables, les organisations humanitaires s'efforcent de trouver des façons de maintenir l'efficacité, l'efficience et la cohérence des transferts d'espèces dans un environnement économique erratique.

Dans ce rapport, nous traitons des principaux dilemmes, difficultés et recommandations recueillis par l'assistance technique fournie aux groupes de travail sur les transferts d'espèces au Zimbabwe, au Soudan du Sud, au Burkina Faso, au Nigeria et au Malawi en février et mars 2023. L'assistance technique a été organisée à partir de l'*Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaire élevées*<sup>2</sup> du CALP Network et de la publication du PAM intitulée *Doing Cash in a Context of Economic Volatility: What to Do and What to Keep in Mind*<sup>3</sup>.

## ANALYSE DE LA SITUATION

Nombre des pays dont il est question dans ce rapport ont connu de hauts niveaux d'inflation au fil des ans, souvent à cause de facteurs comme l'instabilité politique, la faiblesse de la productivité et les pressions financières. Dans certains cas, l'inflation était si grave qu'elle a entraîné une hyperinflation : les prix ont augmenté à un rythme si élevé que les personnes n'avaient pas les moyens de s'acheter des biens et des services de base. En parallèle, ces pays sont nombreux à avoir connu une dépréciation monétaire, qui peut exacerber encore l'inflation du fait de l'augmentation du coût des importations<sup>4</sup>. Les impacts économiques de la pandémie de COVID-19, des politiques monétaires expansionnistes, des prix élevés du carburant, du conflit entre la Russie et l'Ukraine en 2022 et d'autres facteurs ont récemment provoqué une inflation mondiale à des niveaux jamais vus depuis des décennies. L'appréciation du dollar a également exacerbé les vulnérabilités économiques des pays, du fait de l'augmentation du coût des importations. Ces chocs et les pressions exercées sur les taux de change ont conduit à l'émergence de taux de change parallèles dans de nombreux pays.

Pour faire face à la hausse de l'inflation, à la dépréciation monétaire et aux pressions sur les taux de change, ces pays ont mis en œuvre de nombreuses politiques monétaires et fiscales. En 2022, le Soudan du Sud a laissé flotter sa monnaie, ce qui a entraîné une dévaluation de celle-ci. Le Malawi a annoncé des ventes aux enchères périodiques de devises étrangères visant à faire flotter le kwacha. Le Zimbabwe a utilisé un système multidevise et des ventes aux enchères ouvertes de devises pour résoudre les problèmes d'inflation élevée et de taux de change parallèles. Ce sont souvent ces types de changements dans la politique monétaire et les politiques sectorielles qui ont eu l'impact le plus important sur les opérations liées aux transferts d'espèces.

La volatilité économique continue d'avoir un impact sur les programmes d'assistance monétaire puisqu'elle provoque des fluctuations du coût des produits et services de base, et réduit ainsi le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Il est dès lors nécessaire d'augmenter fréquemment les montants distribués pour que les transferts suffisent à couvrir les besoins essentiels des populations touchées.

<sup>1</sup> L'inflation est l'augmentation soutenue des prix des biens et des services dans une économie, tandis que la dépréciation est la baisse de la valeur de la devise d'un pays par rapport aux autres devises. Ces deux phénomènes peuvent avoir des effets négatifs sur une économie, tels que la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation des coûts dus par les consommateurs/trices et les entreprises.

<sup>2</sup> *Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées* [www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/](http://www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/)

<sup>3</sup> *Doing Cash in a Context of Economic Volatility: What to Do and What to Keep in Mind* [www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/ninja-forms/2/WFP-Interim-Guidance-Cash-and-economic-volatility-EXT.pdf](http://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/ninja-forms/2/WFP-Interim-Guidance-Cash-and-economic-volatility-EXT.pdf)

<sup>4</sup> De nombreux facteurs, comme les déséquilibres commerciaux, la faiblesse des investissements extérieurs et les taux d'inflation élevés, peuvent entraîner une dépréciation.

## DIFFICULTÉS ET DILEMMES

Les organisations de mise en œuvre et les bailleurs de fonds qui essaient de préserver l'efficacité des programmes de transferts d'espèces malgré l'inflation et la dépréciation sont fréquemment confrontés à plusieurs difficultés et dilemmes. Ces derniers concernent la conception des politiques et des programmes, plutôt que des problématiques techniques. Il n'existe pas de bonnes ni de mauvaises réponses claires à ces dilemmes, et ceux-ci doivent être davantage étudiés et nécessitent la collecte de données probantes. Les difficultés font référence aux problèmes pour lesquels il n'existe pas de solutions simples et dont la résolution nécessite l'effort concerté de différents types d'acteurs. Voici les principaux dilemmes et difficultés relevés lors du travail mené dans les cinq pays :

### I PROFONDEUR ET ÉTENDUE<sup>5</sup>

Dans les contextes d'inflation et de dépréciation élevées, il est nécessaire d'augmenter constamment la valeur des transferts d'espèces pour préserver le pouvoir d'achat des bénéficiaires des programmes. Si les niveaux de financement restent identiques, les organisations qui mettent en œuvre l'assistance monétaire doivent choisir entre, d'une part, continuer à augmenter la valeur des transferts d'espèces tout en réduisant le nombre de bénéficiaires et, d'autre part, maintenir une valeur de transfert inférieure afin d'aider le même nombre de bénéficiaires (et réduire ainsi le pouvoir d'achat de ces derniers). Face aux contraintes de financement et à l'accroissement des besoins humanitaires lié aux chocs climatiques fréquents et cycliques dans la région, il est nécessaire de réfléchir aux conséquences de cette décision sur l'efficacité de l'assistance monétaire. Le groupe de travail sur les transferts d'espèces du Nigeria analysera bientôt le dilemme entre *profondeur* et *étendue* afin de déterminer s'il est possible de préserver l'efficacité des programmes. Dans d'autres pays, comme au Malawi, le gouvernement a recommandé de réduire la valeur des transferts d'espèces durant la période de soudure de 40 500 MWK à 2 500 MWK en raison du manque de ressources.

#### Quelques considérations

- Suite à un choc, toutes les personnes affectées sont exposées à un nombre plus important de risques et sont davantage vulnérables. Il est ainsi difficile d'évaluer les besoins relatifs. Avec le temps, les circonstances socioéconomiques tendent à différencier les personnes et les ménages vulnérables de ceux qui le sont moins, ce qui permet d'appliquer des critères de ciblage. S'il est possible de mener des évaluations de vulnérabilité, d'appliquer des critères de ciblage et de mettre en place des systèmes éliminant la duplication, la *profondeur* peut être la solution. Cependant, il est souvent plus difficile de prendre une décision quand les besoins dépassent largement les ressources disponibles. Dans les cas analysés, ces conditions préalables ont été remplies, et les organisations du Burkina Faso, du Malawi et du Zimbabwe, ainsi que certaines organisations du Soudan du Sud, ont opté pour l'*étendue*. Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de poursuivre les recherches spécifiques aux contextes pour permettre une décision collective sur la manière de traiter le dilemme entre profondeur et étendue dans les contextes où les besoins sont immenses et les ressources limitées, et qui sont caractérisés par une inflation et une dépréciation monétaire élevées, afin de déterminer une ligne de conduite commune.
- L'élaboration d'un panier de dépenses minimum n'est pas une science exacte et implique des compromis et des jugements subjectifs<sup>6</sup>. Dans certains cas, la méthodologie d'estimation de la valeur de transfert adaptée a également été remise en question (par exemple, en Somalie, où de nouvelles approches ont été recherchées précédemment<sup>7</sup>) et nécessite d'autres recherches. Selon certaines études, les personnes interrogées issues des communautés indiquent souvent qu'elles considèrent plus juste de distribuer des montants plus faibles

<sup>5</sup> Dans le cadre de l'aide humanitaire, la profondeur fait référence au montant de l'aide apportée à chaque bénéficiaire du programme et l'étendue au nombre de personnes aidées. Dans le contexte de l'assistance monétaire, cela suppose d'appliquer une valeur de transfert plus élevée, qui couvre une plus grande partie du panier de dépenses minimum, à un nombre inférieur de bénéficiaires, plutôt que de maintenir la valeur de transfert pour un plus grand nombre de bénéficiaires et de couvrir ainsi une part inférieure de leurs besoins.

<sup>6</sup> *Calculer le panier de dépenses minimum : Un guide des meilleures pratiques* [www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2023/03/MEB\\_UN-GUIDE-DES-MEILLEURES-PRATIQUES.pdf](http://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2023/03/MEB_UN-GUIDE-DES-MEILLEURES-PRATIQUES.pdf)

<sup>7</sup> *Evaluation of the 2017 Somalia Humanitarian Cash-Based Response* [www.calpnetwork.org/publication/evaluation-of-the-2017-somalia-humanitarian-cash-based-response/](http://www.calpnetwork.org/publication/evaluation-of-the-2017-somalia-humanitarian-cash-based-response/)

à davantage de personnes que des montants plus élevés à un petit nombre de personnes<sup>8</sup>. Par ailleurs, la pertinence de l'assistance est un principe fondamental de l'aide humanitaire. La voie de la profondeur est souvent celle qui rencontre le moins d'oppositions, mais le programme qui en résulte peut alors perdre en pertinence et en efficacité si l'aide ne couvre pas une part importante des besoins les plus essentiels des bénéficiaires. S'il n'existe pas de bonne ni de mauvaise solution à ce dilemme, il est pertinent de viser à une compréhension commune et à une action coordonnée dans les deux scénarios. Dans les cas où la valeur des transferts est réduite pour aider davantage de personnes, l'écart entre la valeur de transfert idéale et la valeur approuvée doit être documenté et suivi de façon claire et adaptée, en vue de revenir à la valeur idéale dès que les conditions le permettront.

## 2 OBSTACLES ADMINISTRATIFS ET BUREAUCRATIQUES

Dans certains cas analysés, les informateurs/trices clés ont parlé de la réticence des bailleurs de fonds à réduire le nombre de bénéficiaires pendant l'exécution du programme puisque cela nécessite des changements administratifs liés aux subventions ou en raison des difficultés de l'environnement politique. Par exemple, de grands bailleurs de fonds comme ECHO et USAID exigent des processus d'approbation bureaucratiques, qui peuvent prendre plusieurs mois, en cas de réduction du nombre de bénéficiaires. Les organisations ont dès lors tendance à continuer à fournir aux bénéficiaires des montants inférieurs aux recommandations, même si ces montants ne comblent plus les besoins des bénéficiaires.

Les gouvernements peuvent également empêcher l'adaptation de la valeur des transferts aux tendances de l'inflation quand le système en place exige qu'ils approuvent les nouveaux taux avant leur application. Les contraintes budgétaires, les considérations politiques et les capacités de l'administration et des systèmes peuvent constituer des obstacles à l'adaptation des valeurs de transfert, en particulier quand les autorités publiques s'efforcent d'harmoniser les montants des transferts d'espèces humanitaires et ceux du système de protection sociale<sup>9</sup>. En outre, la modification fréquente des valeurs de transfert recommandées (généralement par les groupes de travail sur les transferts d'espèces) peut entraver la capacité des organisations à adhérer aux changements proposés en raison des charges administratives qui en découlent. D'autre part, la lourdeur administrative des processus de révision du panier de dépenses minimum a, dans de nombreux cas, empêché l'adaptation en temps utile de la valeur des transferts.

### Quelques considérations

- La prévision des tendances futures concernant l'inflation et le coût du panier de dépenses minimum, ainsi que la planification de contingence, pourraient aider les bailleurs de fonds à fixer les budgets et alléger certaines charges administratives liées à l'ajustement de la valeur des transferts pour veiller à ce qu'elles suivent les tendances du marché. Les aspects pratiques de la prévision sont abordés plus loin dans le présent document, dans la partie intitulée « Recommandations ».
- Les bailleurs de fonds doivent déterminer la part minimale des besoins de base qu'il vaut la peine de distribuer. Si les subventions doivent être modifiées parce que le choix est fait d'aider moins de bénéficiaires tout en préservant leur pouvoir d'achat, les bailleurs de fonds devraient réduire la charge administrative imposée dans ce cadre à leurs partenaires.
- L'élaboration, en collaboration avec les représentants des gouvernements concernés, d'un processus acceptable et prévisible permettant d'orienter les futures révisions de la valeur des transferts pourrait contribuer à atténuer les obstacles administratifs et à réduire le temps nécessaire au processus d'approbation par le gouvernement.

<sup>8</sup> *Community Reflections: The Cumulative Impact of Keeping People Informed* <https://www.calpnetwork.org/publication/community-reflections-the-cumulative-impact-of-keeping-people-informed/>. Voir également *Evaluation of the 2017 Somalia Humanitarian Cash-Based Response* [www.calpnetwork.org/publication/evaluation-of-the-2017-somalia-humanitarian-cash-based-response/](http://www.calpnetwork.org/publication/evaluation-of-the-2017-somalia-humanitarian-cash-based-response/)

<sup>9</sup> *Transfer Values: How Much is Enough? Balancing social protection and humanitarian considerations* [www.calpnetwork.org/publication/transfer-values-how-much-is-enough-balancing-social-protection-and-humanitarian-considerations/](http://www.calpnetwork.org/publication/transfer-values-how-much-is-enough-balancing-social-protection-and-humanitarian-considerations/)

- Le processus d'ajustement de la valeur des transferts doit être suffisamment simple pour permettre au groupe de travail sur les transferts d'espèces de l'effectuer régulièrement dans le respect de ses capacités. Il convient de considérer les révisions complètes des paniers de dépenses minimums existants indépendamment des révisions du coût du panier de dépenses minimum et des révisions de la valeur des transferts, qui doivent être effectuées plus fréquemment.
- En raison des processus nécessaires à l'ajustement de la valeur des transferts d'espèces en interne et à la communication des changements aux bénéficiaires, les responsables de la mise en œuvre sont confrontés à des révisions très fréquentes de la valeur des transferts quand le coût des paniers de dépenses minimums fluctue rapidement. Les groupes de travail sur les transferts d'espèces pourraient chercher des moyens de réduire cette charge, par exemple en intégrant les perspectives économiques dans leurs processus et mécanismes de manière à accélérer l'adaptation des transferts.

### 3 DEVISE FORTE<sup>10</sup>

Les acteurs humanitaires ont réussi à atténuer les conséquences de l'inflation élevée sur les transferts d'espèces en planifiant (dans certains cas) des transferts en devises fortes. Lorsqu'elle est officiellement autorisée, l'utilisation de devises fortes est une adaptation de programme qui offre une grande stabilité aux responsables de la mise en œuvre des transferts d'espèces.

Au Zimbabwe, la possibilité de distribuer des fonds en dollars des États-Unis a redynamisé les transferts d'espèces après de nombreuses années d'adaptations et de changements laborieux des modalités. Les bénéficiaires préfèrent les transferts d'espèces aux autres modalités, car la devise forte préserve leur pouvoir d'achat. Des organisations sud-soudanaises ont récemment commencé à distribuer des transferts d'espèces en dollars des États-Unis, ce qui a poussé le gouvernement à interdire l'utilisation de devises fortes pour protéger la valeur de la livre sud-soudanaise.

Il est déjà arrivé que, dans certains contextes, les acteurs humanitaires plaident en faveur de la distribution de transferts d'espèces en devises fortes<sup>11</sup>. Les devises fortes protègent les bénéficiaires de la dépréciation et de la plupart des coûts liés à l'augmentation des taux d'inflation. Toutefois, si elles ne sont pas bien gérées, les avantages pourraient être réduits à néant par les éventuelles conséquences négatives de leur utilisation. L'adoption à grande échelle de devises fortes ou la « dollarisation »<sup>12</sup> peut contribuer à faire baisser la valeur d'une devise locale en sapant la confiance qu'elle inspire. La dollarisation partielle pourrait également propager involontairement les inégalités entre les personnes qui ont accès à la devise forte et celles qui n'y ont pas accès, enfonçant les secondes dans la pauvreté en raison de la diminution de leur pouvoir d'achat. Quand l'aide humanitaire est distribuée en devises fortes, ces inégalités peuvent alimenter ou aggraver les tensions communautaires.<sup>13</sup>

#### Quelques considérations

- Dans les contextes où les économies sont entièrement dollarisées ou permettent l'utilisation de plusieurs devises, la distribution en devises fortes doit être envisagée. Dans les cas où il est manifeste qu'il faut utiliser la devise locale ou en cas de manque de clarté, les acteurs de l'assistance monétaire doivent utiliser la devise locale et adapter le programme à l'inflation et à la dépréciation monétaire par le biais d'autres méthodes.
- Parmi les autres approches éprouvées, citons la budgétisation en devises fortes/dans la devise des bailleurs de fonds et la mise en œuvre en devises locales, ce qui permet aux organisations de profiter des gains de change. Cette approche, associée à un plaidoyer commun en faveur de taux de change préférentiels, pourrait contribuer à atténuer l'incidence inflationniste sur les budgets.

<sup>10</sup> Une devise forte est une monnaie émise par un pays considéré comme politiquement et économiquement stable. Elle n'est pas susceptible de se déprécier soudainement ni de fluctuer fortement en valeur. Le dollar des États-Unis se distingue en particulier par son statut de monnaie de réserve mondiale. Voir l'article d'Investopedia intitulé *Hard Currency: Definition, Examples, Vs. Soft Currency* <https://www.investopedia.com/terms/h/hardcurrency.asp>.

<sup>11</sup> Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées [www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/](http://www.calpnetwork.org/fr/publication/good-practice-review-on-cash-assistance-in-contextsof-high-inflation-and-depreciation/)

<sup>12</sup> Le terme « dollarisation » désigne l'acceptation, totale ou partielle, d'une devise étrangère (généralement le dollar des États-Unis ou USD) comme moyen d'échange par un pays. La dollarisation peut être officielle, dans le cadre d'une politique gouvernementale, ou non officielle.

<sup>13</sup> Voir l'étude de cas sur le Liban dans *State of the Humanitarian System* (page 128) de l'ALNAP [www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/alnap-2022-sohs-report\\_0.pdf](http://www.alnap.org/system/files/content/resource/files/main/alnap-2022-sohs-report_0.pdf)

- Certaines technologies émergentes offrent la possibilité de résoudre le problème de la dépréciation monétaire. Par exemple, le programme de GiveCrypto au Venezuela a démontré que la valeur des transferts pouvait être préservée à l'aide de cryptomonnaies distribuées au moyen d'une application mobile<sup>14</sup>. Cette technologie a permis aux bénéficiaires de conserver leurs transferts et de les dépenser en cas de besoin, sans craindre une perte de valeur due à l'hyperinflation dans l'intervalle. À mesure que ces technologies évoluent et que de nouvelles apparaissent, les acteurs humanitaires pourraient étudier la possibilité de les utiliser pour résoudre certaines difficultés liées aux taux de change, sans nuire aux bénéficiaires.

## 4 VALEUR DES TRANSFERTS D'ESPÈCES

La détermination de la valeur des paniers de dépenses minimums et d'une valeur de transfert adaptée constitue les deux adaptations les plus importantes d'un programme pour préserver le pouvoir d'achat dans un environnement marqué par une inflation et une dépréciation élevées. Néanmoins, les acteurs de l'assistance monétaire n'opèrent pas en vase clos et des facteurs externes, comme d'autres types de paiements, peuvent influencer les décisions relatives à la valeur des transferts humanitaires ainsi que leur acceptation. Voici les deux principales considérations à prendre en compte :

- a. Protection sociale et assistance monétaire humanitaire : quand les taux de la protection sociale sont harmonisés avec les transferts d'espèces humanitaires, la révision de la valeur des transferts peut prendre du temps en raison du nombre d'acteurs impliqués. Dans les contextes de dépréciation élevée, les acteurs de la protection sociale peuvent s'opposer à l'augmentation de la valeur des transferts en invoquant l'insuffisance des ressources. Au Malawi, les acteurs de la protection sociale, dont les ressources diminuent, ont fixé une valeur de transfert qui ne couvre qu'une faible part du panier de dépenses minimum.
- b. Taux de salaire et valeur de transfert : l'inflation et la dépréciation monétaire ont des répercussions sur les bénéficiaires des transferts d'espèces, mais aussi sur les salaires de la population dans son ensemble. Dans certaines circonstances, les valeurs de transfert dépassent le salaire médian, et le gouvernement s'oppose donc à de nouvelles augmentations. Au Burkina Faso, le gouvernement a interdit les transferts d'espèces dans certaines régions, en raison de cet aspect et d'autres questions.

### Quelques considérations

- Les acteurs humanitaires se servent des paniers de dépenses minimums et des valeurs de transfert qui en découlent pour définir les besoins monétaires des bénéficiaires et y répondre. Les bénéficiaires perçoivent ainsi des montants qui répondent à leurs besoins les plus élémentaires, ce qui favorise l'efficacité et l'efficacé des transferts d'espèces. Les acteurs humanitaires doivent être prêts à plaider en faveur de montants de transfert qui répondent à ces besoins. Par ailleurs, il peut être nécessaire d'adopter une approche pragmatique en fonction du contexte, afin de maintenir la cohérence et de maximiser la portée de ressources limitées.
- Il est important de déterminer le raisonnement qui sous-tend l'opposition à l'augmentation des valeurs au-delà des taux de salaire et des montants distribués par les acteurs de la protection sociale. Par exemple, l'un des arguments les plus fréquemment utilisés pour dissuader d'augmenter les valeurs de transfert au-delà des taux de salaire est la crainte que cela n'ébranle le sens du travail, et bien qu'il n'existe que peu de données probantes sur ce sujet<sup>15</sup>, il faut tenir compte de l'incidence potentielle de ces augmentations sur la cohésion sociale. Dans certains contextes, il peut être fait grand cas de l'alignement entre les transferts humanitaires et les montants distribués par la protection sociale. La compréhension des motivations pourrait contribuer aux efforts de plaidoyer. Le versement de paiements complémentaires peut également permettre de répondre à certaines craintes. Dans de nombreux contextes, cette approche est cependant limitée par la rareté des ressources.

<sup>14</sup> NBC News (2019). *Nonprofits turn to cryptocurrency to help Venezuelans in need*. NBC News, 22 mai 2019. [www.nbcnews.com/news/latino/nonprofits-turn-cryptocurrency-help-needy-venezuelans-n1008726](http://www.nbcnews.com/news/latino/nonprofits-turn-cryptocurrency-help-needy-venezuelans-n1008726)

<sup>15</sup> Baird, S., McKenzie, D. et Özler, B. (décembre 2018). *The effects of cash transfers on adult labor market outcomes*. *Journal of Development and Migration*, 8(22). <https://doi.org/10.1186/s40176-018-0131-9>

## 5 CHANGEMENT DE MODALITÉS

dans les contextes d'inflation et de dépréciation élevées, les acteurs de l'assistance monétaire indiquent souvent que le retour à la distribution de coupons et/ou à l'assistance en nature constitue le principal plan de repli quand les taux d'inflation et les augmentations de la valeur des transferts qui en découlent ne sont plus tenables. Toutefois, rien n'indique que les coupons et l'assistance en nature offrent un meilleur rapport coût/résultat et permettent de mieux préserver le pouvoir d'achat. De plus, la modification des modalités prend du temps et a tendance à être très difficile et coûteuse. Par exemple, au Zimbabwe et au Soudan du Sud, où les conditions économiques et de marché ont nécessité le passage à l'assistance en nature, le retour aux transferts d'espèces a été lent, même dans les zones géographiques où les conditions actuelles le permettent.

### Quelques considérations

- Les acteurs de l'assistance monétaire doivent étudier d'autres mesures d'adaptation telles que l'augmentation de la valeur des transferts, l'obtention d'un meilleur taux de change ou la modification des mécanismes de distribution avant d'envisager de passer à d'autres modalités comme l'assistance en nature.
- Les groupes de travail sur les transferts d'espèces doivent participer à l'évaluation de la faisabilité et de la nécessité de l'assistance monétaire dans le cadre de l'analyse générale des options de réponse. L'analyse comparative du coût de l'assistance en nature et de celui de l'assistance monétaire pourrait contribuer à soutenir et à éclairer la prise de décision et les recommandations au niveau des interventions. Il faut toutefois garder à l'esprit que la comparaison variera d'un contexte à un autre en fonction de la nature de la crise, des facteurs économiques, des conditions du marché et de l'infrastructure existante.

## RECOMMANDATIONS

Lors de la mise en œuvre de transferts d'espèces dans des contextes d'inflation et de dépréciation élevées, les organisations doivent surveiller de très près les fluctuations rapides des prix du marché, ainsi que les autres conséquences de la volatilité économique et des politiques de finances publiques. Les groupes de travail sur les transferts d'espèces ont un rôle de premier plan à jouer dans le maintien de la cohérence de la réponse et d'un objectif commun alors que les acteurs de l'assistance monétaire font face à ces difficultés. Il est essentiel de respecter les délais et, à cette fin, il est préférable de convenir à l'avance des principes et des processus régissant les adaptations, et de les systématiser. Il doit être tenu compte des aspects essentiels suivants.

### DES PROCESSUS CLAIRS ET PRÉVISIBLES

Dans les contextes d'inflation et de dépréciation monétaire élevées, il peut être nécessaire d'augmenter la valeur des transferts d'espèces plusieurs fois par an pour préserver le pouvoir d'achat. Le groupe de travail sur les transferts d'espèces doit donc disposer d'un processus décisionnel clair et précis, qui détaille les procédures à suivre pour parvenir à un accord sur les ajustements du panier de dépenses minimum et de la valeur des transferts.<sup>16</sup> Les procédures devraient comprendre différents scénarios et des propositions de stratégies communes, des critères et des seuils convenus qui devraient alimenter la discussion au sein du groupe de travail sur les transferts d'espèces, ainsi qu'une note d'orientation sur le processus de révision. Au-delà d'un certain seuil de diminution du pouvoir d'achat, le groupe de travail doit discuter avec ses membres. Les procédures doivent également proposer un calendrier pour la mise en œuvre de la nouvelle valeur de transfert. La participation des principales parties prenantes, telles que les bailleurs de fonds et les autorités publiques, à l'élaboration des procédures pourrait contribuer à susciter l'adhésion et à réduire le temps nécessaire à l'adaptation.

D'après des données empiriques, l'une des principales raisons pour lesquelles l'adaptation de la valeur des transferts n'est pas systématiquement effectuée au sein des groupes de travail sur les transferts d'espèces est la confusion entre, d'une part, la nécessité plus immédiate d'adapter le coût des paniers de dépenses minimums et la valeur des transferts afin qu'ils correspondent aux prix actuels du marché et, d'autre part, la révision complète

<sup>16</sup> Pour en savoir plus sur les outils pratiques d'aide à la prise de décision sur le panier de dépenses minimum, veuillez accéder à la page [www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/03/mebcalpvf1-1.pdf](http://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/2020/03/mebcalpvf1-1.pdf)

du panier de dépenses minimum, qui prend plus de temps. Ces deux processus doivent être clairement séparés au niveau des groupes de travail sur les transferts d'espèces. Le processus d'adaptation de la valeur des transferts devrait également être simplifié de sorte qu'il soit facilement réalisable avec des ressources limitées.

## COMPRENDRE LES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET LES CONSÉQUENCES

Grâce à une surveillance régulière du marché<sup>17</sup>, les acteurs de l'assistance monétaire peuvent développer leur compréhension des effets de la volatilité économique sur les participant·es aux programmes. Il est essentiel de comprendre l'évolution des problèmes et des difficultés, liés à l'environnement économique, rencontrés par les bénéficiaires pour mettre en œuvre des solutions qui répondent à leurs besoins<sup>18</sup>. Le suivi du marché devrait comprendre des prévisions de la valeur des transferts en fonction de scénarios d'avenir possibles. Elles pourraient servir à la budgétisation et au plaidoyer lors des entretiens avec les bailleurs de fonds. Les prévisions pourraient également favoriser la flexibilité des différentes subventions. Les groupes de travail sur les transferts d'espèces devraient élaborer des procédures de prévision spécifiques dans le cadre d'exercices conjoints de surveillance du marché, ce qui peut nécessiter d'accroître la collaboration avec des organisations spécialisées à même d'effectuer ce type de travail. Les acteurs humanitaires doivent définir une vision commune de ces prévisions et la mise en œuvre au niveau des pays.

## PRÉPARATION ET PLANIFICATION DE CONTINGENCE

L'inflation et la dépréciation sont des phénomènes difficiles à prédire, qui tendent à suivre des tendances à long terme. Les conséquences des politiques monétaires et sectorielles contribuent souvent aux fluctuations les plus importantes du pouvoir d'achat. Dans de nombreux contextes, les gouvernements ont tendance à modifier fréquemment ces politiques, car ils cherchent à réduire les tensions inflationnistes dans les situations économiques instables. Ces scénarios nécessiteront souvent des adaptations des interventions reposant sur des transferts d'espèces, comme la révision de la valeur des transferts et la modification des modalités et/ou des mécanismes de distribution, et ces processus peuvent être très longs. Ainsi, en particulier dans les contextes où il existe des précédents, il est important que les acteurs de l'assistance monétaire anticipent ces changements et élaborent des plans de contingence. Ces derniers doivent comprendre des solutions potentielles permettant d'effectuer une transition en douceur vers d'autres approches, quand de tels changements politiques se produisent<sup>19</sup>. Ces plans peuvent reposer sur des données antérieures. Ils doivent être clairement étayés et facilement accessibles (du fait que les groupes de travail sur les transferts d'espèces changent souvent de direction). Par ailleurs, les mécanismes nécessaires doivent être mis au point et approuvés à l'avance.

## SUIVRE LES PRÉFÉRENCES DES BÉNÉFICIAIRES DES PROGRAMMES

Les acteurs de l'assistance monétaire doivent suivre en permanence les préférences et les actions des bénéficiaires des programmes. Sous l'influence de facteurs externes, les besoins et les préférences des bénéficiaires des transferts d'espèces varieront, et il est nécessaire d'adapter les programmes de transferts d'espèces pour tenir compte de ces différences. Il est nécessaire d'effectuer un suivi post-distribution plus fréquemment dans les situations marquées par une inflation et une dépréciation monétaire élevées, idéalement après chaque distribution. Les choix et les préférences des bénéficiaires des programmes constituent d'excellents indicateurs de l'efficacité des interventions. Par exemple, si les bénéficiaires demandent une assistance en nature, cela indique souvent que la valeur de transfert et le panier de dépenses ne sont pas conformes. Les avis et les expériences des bénéficiaires permettent également, de façon essentielle, d'évaluer l'efficacité des différentes stratégies.

<sup>17</sup> Le suivi du marché devrait comprendre la surveillance des prix en devise forte et en devise locale, les taux de change et la disponibilité des biens dans les régions où les acteurs humanitaires mettent en œuvre les transferts monétaires.

<sup>18</sup> Le document *Doing Cash in a Context of Economic Volatility: What to Do and What to Keep in Mind* fournit un excellent cadre pour évaluer l'incidence des perspectives économiques sur les opérations liées aux transferts monétaires. Voir [www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/ninja-forms/2/WFP-Interim-Guidance-Cash-and-economic-volatility-EXT.pdf](http://www.calpnetwork.org/wp-content/uploads/ninja-forms/2/WFP-Interim-Guidance-Cash-and-economic-volatility-EXT.pdf)

<sup>19</sup> L'Étude des bonnes pratiques en matière d'assistance monétaire dans des contextes d'inflation et de dépréciation monétaires élevées fournit un cadre très utile pour l'analyse de la situation et une liste complète des options de réponse utilisables par les acteurs de l'assistance monétaire.

## CONCLUSION

La mise en œuvre des transferts d'espèces dans les contextes d'inflation et de dépréciation monétaire élevées et les difficultés afférentes nécessitent un renforcement de la planification, des solutions innovantes et pragmatiques, et la possibilité de s'adapter à de nouvelles méthodes de travail cohérentes avec les conditions économiques instables. Il est nécessaire de travailler conjointement pour déterminer les lignes de conduite communes qui pourraient résoudre les difficultés et dilemmes qui résultent des impacts de la volatilité économique sur les programmes de transferts d'espèces, ou au moins apporter de la cohérence dans leur traitement. S'il existe des solutions évidentes, il est nécessaire de mener des conversations franches afin de trouver un terrain d'entente sur certains problèmes.